

Consultation publique relative à la création d'une place de marché gaz unique en France en 2018

Réponse de l'AFG

24 mars 2014

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

L'AFG est favorable au principe de création d'une place de marché unique en France, mais souhaite que les hypothèses sous-jacentes à l'étude Poyry soient communiquées avant que toute décision soit prise sur le sujet.

Une analyse partagée est en effet indispensable avant que soient engagés des investissements significatifs nécessaires à la réalisation de l'objectif de création d'une place de marché gaz unique en France en 2018. Ces investissements devront être in fine supportés par l'ensemble des acteurs dans le cadre d'un contexte difficile pour le gaz (baisse de la demande) et d'un risque accru pour les opérateurs de transport.

L'AFG souhaite rappeler que l'enjeu est le différentiel de prix entre la zone sud et la zone nord et non pas la sécurité d'approvisionnement de la zone sud. Faire venir plus de gaz dans le sud peut être une manière pertinente d'atteindre l'objectif mais n'est pas l'objectif.

Si l'analyse confirme qu'il est souhaitable de créer une place de marché unique en France, une solution intermédiaire pourrait être mise en œuvre dans l'intervalle. Celle-ci devra s'efforcer de respecter les conditions suivantes :

1. Rien ne permet aujourd'hui d'imputer le différentiel de prix entre les zones nord et sud à un dysfonctionnement du marché. Une solution est donc a priori à rechercher « hors marché » ;
2. Une solution intermédiaire ne s'appliquant que pendant peu de temps, son coût doit rester modeste ;

3. La solution définitive sera financée par l'ensemble des consommateurs français. Il est donc logique qu'il en soit de même pour la solution intermédiaire ;
4. Une solution intermédiaire doit pouvoir s'effacer sans difficulté lors de la mise en place de la solution définitive en 2018. Il convient donc d'éviter tout dispositif susceptible de conduire à cette échéance à des discontinuités pouvant être mal perçues par les consommateurs ;
5. La situation actuelle résulte notamment de l'état du marché mondial du GNL, très différent de ce qui était communément escompté il y a 2 ou 3 ans. Une solution intermédiaire doit pouvoir s'effacer sans difficulté en cas de nouveau retournement de ce marché ;
6. Une solution intermédiaire doit s'efforcer de concilier au mieux deux objectifs : la stabilité pour toute la période 2014-2018, le traitement rapide de toute éventuelle dérive ou conséquence négative imprévue. Ces objectifs peuvent être contradictoires car on ne peut avoir la certitude de tout anticiper ; il faut alors mettre en place un dispositif de suivi et si besoin d'ajustement réguliers ;
7. Les coûts doivent être identifiés et leurs modalités de prise en charge clairement et équitablement décidées dès le début. En particulier, les éventuels coûts additionnels supportés par les transporteurs doivent pouvoir être répercutés aux utilisateurs du réseau sur les points de sortie client aval en fonction de leur modulation ;
8. Toute solution doit tenir compte de la libéralisation du marché, que nous ne pouvons aujourd'hui que considérer comme irréversible, compte-tenu du contexte juridique. En particulier, la liberté pour un consommateur d'acheter son gaz auprès du fournisseur et selon les modalités de son choix est incompatible avec la garantie qu'il paiera le même prix qu'un autre consommateur ;
9. Une solution s'appuyant sur la coopération entre opérateurs (de transport et/ou de stockage et/ou d'exploitation de terminaux GNL par exemple) doit respecter les règles en vigueur concernant le marché intérieur du gaz ;
10. Un mécanisme permettant d'augmenter les apports de gaz dans la zone sud doit être à la fois réellement efficace, incitatif, transparent et non discriminatoire ;
11. Des chiffres très différents circulent quant aux quantités de gaz pouvant faire l'objet de ces mécanismes. Face à ces incertitudes et au coût pouvant être rapidement assez élevé des dispositifs mis en œuvre, une démarche progressive peut être jugée prudente ;
12. Il faut s'assurer que la solution intermédiaire, en tenant compte de tous les effets directs et induits sur l'ensemble des points d'entrée du gaz dans la zone sud, n'a pas de conséquence contreproductive notamment en matière de compétitivité ou de contraintes techniques internes à la zone.